

Donald Trump sur la défensive à cause de sa feuille d'impôt

Le mystère de la déclaration fiscale de Donald Trump a été partiellement éclairci samedi par de nouvelles révélations sur sa façon d'échapper à l'impôt, des révélations qui concluent une semaine désastreuse pour le candidat républicain à la Maison Blanche.

Le *New York Times* a publié trois pages reçues anonymement, montrant partiellement la déclaration de revenus du promoteur immobilier en 1995 à New York, dans le New Jersey et dans le Connecticut.

On n'y découvre pas le montant des impôts fédéraux payés cette année-là par Donald Trump, mais on y découvre qu'il déclara 916 millions de dollars de pertes, un montant qu'il pourrait avoir légalement déduit de ses revenus imposables pendant 18 ans.

L'article a fait l'effet d'une bombe dans la campagne électorale, à près de cinq semaines du scrutin, alors que Donald Trump refuse avec obstination de publier ses déclarations de revenus, une tradition de transparence pourtant respectée par tous les récents candidats à la Maison Blanche.

Donald Trump n'a pas dénoncé l'authenticité des documents. «La seule information est que ce document fiscal vieux de 20 ans a été obtenu illégalement, nou-

velle preuve que le *New York Times*, tout comme les médias de l'establishment, est une extension de la campagne Clinton, du parti démocrate et de leurs groupes d'intérêts mondiaux», a déclaré son équipe dans un communiqué. «Je connais nos lois fiscales mieux que n'importe quel autre candidat à la présidence, et je suis le seul capable de les améliorer», a écrit sur Twitter Donald Trump. Ses lieutenants adoptaient la même ligne de défense.

«C'est un génie», a déclaré Rudy Giuliani, ancien maire de New York, sur ABC. «C'est une application parfaitement légale du code des impôts, et il aurait été idiot de ne pas en profiter».

Répétant que le système fiscal était «byzantin», Chris Christie, gouverneur du New Jersey et président de son équipe de transition, a souligné sur Fox que «Donald Trump est la seule personne qui se soit engagée à changer le système fiscal contre ses propres intérêts».



Donald Trump.

Un génie ?

Le camp démocrate se régalait de ces révélations qui apportent de l'eau au moulin d'Hillary Clinton. Lors du débat qui les opposés lundi dernier devant 84 millions de personnes, elle avait rappelé que le milliardaire n'avait pas payé d'impôt fédéral en 1978 et 1979. «Cela veut dire que je suis intelligent», avait alors répliqué Donald Trump, dont la fortune est évaluée aujourd'hui à 3,7 milliards de dollars par Forbes.

Politico avait aussi rapporté en juin dernier que l'homme d'affaires semblait n'avoir payé aucun impôt

sur le revenu en 1991 et 1993. «Si tout le monde dans ce pays était un génie, nous ne paierions pas d'impôts, et nous n'aurions pas de pays. C'est scandaleux», a réagi dimanche sur ABC Bernie Sanders, ex-adversaire d'Hillary Clinton aux primaires démocrates, devenu son allié. L'équipe Clinton a dès sa parution samedi soir rediffusé l'article sur Facebook et Twitter. «Apparemment, il a évité de payer des impôts pendant près de deux décennies, tandis que des dizaines de millions de travailleurs payaient leurs impôts. Il appelle ça être "intelligent"», a

déclaré Robby Mook, directeur de campagne d'Hillary Clinton, dans un communiqué, appelant à nouveau le candidat à publier ses déclarations d'impôts dans leur intégralité.

Ces révélations, partielles, complètent néanmoins le puzzle de la fortune de Donald Trump, qu'il a érigée en preuve de son flair, de sa compétence et de sa capacité à réformer les Etats-Unis. Elles devraient alimenter la chronique à un moment charnière de la campagne électorale, car Hillary Clinton, après sa prestation réussie lors du premier débat télévisé, est en train de reprendre un avantage conséquent dans les sondages, avec 44% des intentions de vote contre 41% pour Donald Trump, en moyenne.

Le républicain, agacé par sa prestation décevante, a en outre passé une partie de la semaine à attaquer une ex-reine de beauté, Alicia Machado, qui a raconté avoir été humiliée publiquement par lui après sa victoire en 1996 au concours de Miss Univers en raison de kilos en trop.

Les deux candidats débattront à nouveau dimanche prochain. Décidé à prendre sa revanche, Donald Trump a menacé de parler des infidélités de Bill Clinton.

SELON UN HEBDOMADAIRE FRANÇAIS

Les observateurs de l'UE au Gabon étaient sur écoute

Les services secrets gabonais ont placé sur écoute des membres de la mission d'observation déployée par l'Union européenne pour l'élection du 27 août et dont les conversations attestent de leurs doutes sur la sincérité du résultat, affirme l'hebdomadaire français Le Journal du Dimanche.

L'article du JDD, intitulé «Watergate au Gabon», a été qualifié d'opération d'«enfumage» par les autorités gabonaises. La mission «n'avait pas d'information comme quoi elle était sous écoute», a déclaré une porte-parole de l'UE.

L'hebdomadaire mentionne des extraits d'une vingtaine d'enregistrements, sans préciser comment il les a obtenus, et écrit qu'une des personnes écoutées a «formellement identifié sa propre voix».

Pour le journal, «les conversations enregistrées révèlent de lourdes suspicions de trucage» de la présidentielle, officiellement remportée par le Président sortant Ali Bongo Ondimba face au candidat de l'opposition Jean Ping. «Ils sont en train de chercher comment tricher et que ça ne se voit pas trop», déclare fin août un membre de la mission de l'UE, non identifié, selon un de ces extraits. «Des urnes sont en cours d'acheminement à Libreville et vont faire la différence», ajoute-t-il.

Le 30 août, le responsable de la sécurité de la mission européenne signale à un interlocuteur qu'il y a eu «des modifications de chiffres cette nuit sur Wikipedia». «Ils ont gonflé la population du Haut-Ogooué ! C'est pas encourageant», poursuit-il.

Le lendemain, la victoire d'Ali Bongo est proclamée avec moins de 6.000 d'avance, grâce à un score de 95% dans le Haut-Ogooué (sud-est), fief de la famille Bongo, où la participation annoncée est de 99,93% des voix. «Ils ont fait exactement ce que

j'espérais qu'ils n'allaient pas faire», commente la chef adjointe de la mission de l'UE dans un échange cité par le JDD. Pendant deux jours, des émeutes et des pillages ont éclaté dans le pays faisant trois morts selon le gouvernement et plusieurs dizaines selon l'opposition. Nombre de familles cherchent encore des parents disparus au moment des violences. Jean Ping avait alors saisi la Cour constitutionnelle qui a rejeté son recours et Ali Bongo a officiellement été investi mardi pour un deuxième mandat.

Venus à l'invitation du gouvernement,

les observateurs européens s'étaient montrés très critiques à l'issue du processus électoral, affirmant officiellement que l'analyse des résultats révélait «une évidente anomalie». Vendredi, le gouvernement gabonais avait annoncé l'ouverture d'une enquête judiciaire sur la mission de l'UE au motif de «dysfonctionnements dommageables» en son sein.

Le ministre de la Communication Alain-Claude Bilie-By-Nze a donc estimé dimanche que l'article du JDD n'était qu'un «contre-feu». «C'est de l'enfumage pour

maquiller l'implication de certains observateurs de l'Union européenne en faveur de l'opposition», a-t-il ajouté. «Cette mission est sortie de son rôle : elle n'a été ni neutre, ni impartiale.»

L'UE a rejeté ces accusations, assurant que sa mission avait travaillé en respectant les principes de «neutralité et de non interférence». Les observateurs européens, ont «travaillé, comme toujours, dans la pleine transparence en communiquant avec toutes les parties», a ajouté la porte-parole de l'UE.

Le Royaume-Uni enclenchera le processus de sortie de l'UE «avant fin mars»

Le Royaume-Uni activera «avant fin mars» l'article 50 du Traité de Lisbonne qui déclenchera la procédure de divorce avec l'Union européenne, a annoncé dimanche la Première ministre, Theresa May, ouvrant la voie à un Brexit avant la fin 2019.

«Nous déclencherons l'article 50 avant fin mars l'an prochain», a déclaré M^{me} May, interrogée dimanche matin sur la BBC, plus de trois mois après le vote des Britanniques pour une sortie de leur pays de l'UE lors d'un référendum organisé le 23 juin. Le président du Conseil européen Donald Tusk a salué les déclarations de M^{me} May, estimant sur Twitter qu'elles apportaient «une clarté bienvenue sur le démarrage des discussions sur le Brexit».

Une fois l'article 50 activé, le Royaume-Uni aura deux ans pour régler les modalités de son départ, un délai toutefois sus-

ceptible d'être prolongé.

«J'avais une bonne raison de dire -juste après le référendum- que nous n'invoquerions pas l'article 50 avant la fin de l'année. Cette décision veut dire que nous avons le temps de développer notre stratégie pour les négociations et nos objectifs», a déclaré dans l'après-midi la Première ministre devant ses troupes réunies dimanche à Birmingham pour le congrès annuel du parti conservateur.

Cela a aussi permis selon elle de rassurer les entreprises et investisseurs, citant notamment une confiance des ménages au beau fixe et un

chômage au plus bas. Mais il n'y a pas non plus de raison de faire traîner les choses plus longtemps, a-t-elle signifié, déclarant : «il n'y aura aucun retard injustifié dans le déclenchement de l'article 50».

Affirmant qu'elle «souhaite obtenir le meilleur accord possible» avec l'UE, Theresa May a reconnu que le processus allait s'avérer «assez complexe». Mais elle a espéré que des travaux préparatoires démarrent avec les 27 membres restant de l'UE pour avoir une «transition en douceur».

«Nous négocierons comme un seul et unique Royaume-Uni et nous quitterons le Royaume-Uni comme un seul et unique Royaume-Uni. Il n'y aura aucune dérogation au Brexit», a-t-elle aussi insisté opposant ainsi une fin de non recevoir à la diri-

geante écossaise Nicola Sturgeon qui rappelle régulièrement que l'Écosse a voté pour rester dans l'UE contrairement à l'Angleterre et au Pays de Galles et ne veut donc pas en sortir. Theresa May a par ailleurs indiqué qu'elle présenterait une nouvelle législation afin d'abroger le European Communities Act de 1972 lors du discours de la reine devant le Parlement, qui aura lieu en avril ou mai 2017. «Cela marquera la première étape pour faire du Royaume-Uni un pays souverain et indépendant à nouveau», a-t-elle déclaré, soulignant que cela signifiera «la fin de l'autorité de l'UE au Royaume-Uni».

La loi ne prendrait toutefois effet que lorsque le Royaume-Uni aura effectivement quitté l'UE, souligne la Première ministre.